



Le 11 février 2021

Présents pour l'administration : Christine AVELIN (Directrice générale), Jean-François KUNTGEN (Secrétaire général), Marc CASTAINGS (Secrétaire général adjoint), Philippe LE FAUCHEUR (Chef du SRH), Williams CAMPOS SUAREZ (Adjoint au chef du SRH)

Autres : Anne JOSEAU (Cheffe de service de l'Arborial), Lucilia MASSON (cheffe de service « inspection générale et appui aux régions »), Edgar GUINEL (responsable du dialogue sociale), FO, CFDT, CGT, FSU

Intervenants : Nicolas BERTHET (Responsable de la sécurité des systèmes d'information), Charlotte VOISINE (Responsable de l'appui au pilotage), Corinne QUOD (Chargée de mission auprès du SG)

Présentes pour l'Alliance du Trèfle : Catherine ERNOULT-TOMASSO et Christine KLICH

Actualité sur la crise sanitaire

Malgré une forte pression du corps médical, le gouvernement a pris la décision de ne pas confiner la population.

La circulaire du premier ministre du 05/02/2021 rappelle que le télétravail doit être généralisé dès que cela est possible (voir la pièce jointe). Un rappel sera effectué aux services territoriaux.

Le protocole du restaurant à l'Arborial a été renforcé : réorganisation des espaces, jauge maximale de 8 m² par agent et de 4 agents maximum par table. Après chaque repas, les agents sont invités à pencher les chaises afin que celles utilisées et les tables soient désinfectées.

La jauge à l'Arborial est de 200 personnes dont environ 180 agents mangent au restaurant. Pour FAM, la jauge est située entre 80 et 100 personnes maximum.

Quelques cas contacts ont été signalés.

L'Arborial distribue 2 masques chirurgicaux par jour et par agent. Les masques en tissu maison sont à proscrire. Par contre, les masques en tissu de catégorie 1 sont acceptés.

Suite à une annonce du service des contrôles, la Directrice Générale accepte que les contrôleurs portent, lors de certaines missions, des masques FFP2. Elle précise que ces masques ne sont pas forcément pratiques au quotidien et qu'ils peuvent être remplacés par 2 masques chirurgicaux.

Une petite quantité sera achetée pour que les contrôleurs puissent les tester.



Présentation de la PSSI¹ **et de la chartre des ressources informatique**

La Politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI) et la Charte d'utilisation des ressources informatiques et des moyens de télécommunication ont été présentées au comité technique par Nicolas BERTHET . Ces deux documents ont été transmis à l'ensemble des agents de FranceAgriMer le lundi 15 février 2021 .

Les organisations syndicales ont émis un avis favorable pour la charte.

La Directrice Générale rappelle qu'il ne faut pas hésiter à appeler le centre de service au poste 2345, pour tout problème ou toute question.

Plan d'action égalité professionnelle

Le plan d'action « égalité professionnelle » a été présenté au comité technique par Charlotte VOISINE et Corinne QUOD.

Il est encadré par :

- l'accord du 30 novembre 2018 relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la Fonction Publique,
- l'article 6 septies de la loi du 13 juillet 1983,
- le décret du 4 mai 2020 définissant les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la Fonction Publique.

Ce plan est pluriannuel : 2021-2023.

Il est composé de 5 axes et 21 actions :

Axe 1 : Evaluer, prévenir et le cas échéant, traiter des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes. Il est composé de 3 actions :

- Evaluer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes,
- Identifier les causes et fixer des objectifs de résorption,
- Mettre à la disposition des agents les informations relatives aux éléments de la rémunération.

Axe 2 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la Fonction Publique. Il est composé de 7 actions :

- Faire un état des lieux de la mixité des métiers dans l'établissement,
- Former les agents à la lutte contre les discriminations et les stéréotypes,
- Accompagner les agents au retour à l'emploi après une longue absence,
- Mettre en place une politique de développement et d'accompagnement de viviers pour l'accès aux emplois de direction et dirigeants,
- Recruter sans discriminer,
- Garantir l'égalité professionnelle dans les procédures de promotion, en particulier d'avancement au choix,

¹PSSI : Politique en matière de Sécurité des Systèmes d'Information



- Évaluer l'impact des règles et modalités de gestion de la mobilité géographique.

Axe 3 : Favoriser l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle et familiale. Il est composé de 5 actions :

- Favoriser le recours au télétravail et travail en site distant quand l'activité le permet,
- Améliorer l'accès à la formation via la digitalisation,
- Faire connaître et respecter la Charte des temps,
- Faciliter la prise des congés familiaux et la reprise à l'issue,
- Renforcer le soutien à l'organisation personnelle.

Axe 4 : Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes. Il est composé de 3 actions :

- Renforcer le dispositif de signalement, de traitement et de suivi des violences sexuelles et sexistes, des harcèlements et des discriminations,
- Etablir les modalités d'accompagnement et de soutien des victimes par le biais des acteurs de la prévention,
- Informer les agents sur les violences, harcèlements et discriminations.

Axe 5 : Organiser la gouvernance de la politique d'égalité professionnelle. Il est composé de 3 actions :

- Mobiliser les acteurs à tous les niveaux,
- Suivre et évaluer les résultats,
- Diffuser la culture de l'égalité professionnelle auprès de l'ensemble des agents.

Les organisations syndicales ont donné un avis favorable à ce plan pluriannuel

Ces différents axes seront examinés lors de réunion de la commission « Bien-être au travail ».

Bilan social 2019

La direction Générale et les organisations syndicales remercient le SRH pour l'élaboration du bilan et le service communication pour la mise en page. Vous trouverez à la fin de ce compte rendu un extrait du bilan social. L'intégralité du bilan social est disponible sur l'intranet / ressources humaines / dialogue social / bilan social. Une nouvelle fois, le bilan social met en avant la diminution des effectifs de FranceAgriMer, nous passons en dessous de la barre des 1000 agents. À quand la fin de cette hémorragie ?



Création du service d'appui au pilotage au sein du secrétariat général

Le nouveau service est présenté par Charlotte VOISIN.

Les objectifs poursuivis par ce nouveau service sont :

- Contribuer à l'évaluation de la performance de l'établissement,
- Veiller à l'alignement stratégique des projets / actions, garantir la cohérence et aider à la prise de décision,
- Accompagner les services dans la définition et la réalisation des objectifs,
- Favoriser un travail collaboratif entre les services, propice à la mutualisation des compétences et à la bonne gestion de l'information,

Il aura cinq missions :

- Suivi des documents stratégiques de l'établissement,
- Amélioration des processus de pilotage,
- Pilotage des projets transverses,
- Animation du Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI),
- Coordination et suivi des relations institutionnelles.

S'agissant de la création d'un nouveau service, les organisations syndicales, dans leur majorité, se sont abstenues de rendre leur avis, estimant que cela ne relève pas de leur compétence.

Projet de note de service relative au forfait mobilité durable

Cette note a pour objet de définir le cadre de la mise en œuvre du forfait « mobilités durables » au sein de FranceAgriMer. Il permettra aux agents de FranceAgriMer de bénéficier d'un remboursement forfaitaire de 200,00 € maximum par an, au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail avec leur cycle ou cycle à pédalage assisté personnel ou en tant que conducteur ou passager en covoiturage.

Les organisations syndicales ont donné un avis favorable.



QUESTION DIVERSES

Le bilan 2020 des entretiens professionnels

La campagne des entretiens 2020 a débuté. Voici le bilan à ce jour

| | nombre d'agents | % |
|---|-----------------|---------|
| Ouverts (aucune signature) | 63 | 6,39% |
| Signés seulement par l'agent | 91 | 9,23% |
| Signés seulement par l'évaluateur | 167 | 16,94% |
| Complets (signés par l'évaluateur et l'agent) | 490 | 49,70% |
| Total des entretiens | 811 | 82,25% |
| Entretiens non effectués | 175 | 17,75% |
| Total des agents | 986 | 100,00% |

Bilan sur les demandes de « rupture conventionnelle »

A ce jour :

- 8 demandes de rupture conventionnelle ont été déposées au SRH (6 en 2020 et 2 en 2021).
- 4 entretiens ont eu lieu pour examiner les dossiers.
- 4 réponses défavorables ont été rendues.

Sans budget alloué, les nouvelles demandes ne pourront recevoir un avis favorable.

PLAN DE RELANCE ET EMBAUCHE D'INTERIMAIRES

FranceAgriMer a l'accord officiel pour l'embauche d'intérimaires afin de traiter le plan de relance et uniquement le plan de relance. Ce seront des contrats longs. Pour les autres mesures, en cas de besoin FAM embauchera des CDD.

L'Alliance du Trèfle rejoint les autres OS dans leur demande de suspension de la réduction des effectifs.

Le Statut Unifié (SU)

A ce jour, FranceAgriMer n'a pas eu de communication officielle concernant le passage au RIFSEEP et la refonte des grilles pour le statut unifié.

Le secrétaire général et son adjoint ont rendez-vous avec les nouveaux responsables du SRH au MAA.



Evolution du Compte Epargne Temps (CET)

En 2020, avec la crise sanitaire, peu d'agents ont posé tous leurs congés malgré l'incitation de la direction. La directrice générale rappelle que FranceAgriMer et l'ensemble des organisations syndicales avaient pris la décision de ne pas obliger les agents à déposer des congés au printemps, à la différence du MAA.

| | 2018 | 2019 | 2020 ¹ |
|--|---------------|-------------|-------------------|
| nombre de demandes de versement CA | 2014 | 323 | 257 |
| Nombre de jours de CA versés | 828 | 1324,5 | 826,5 |
| nombre de demandes de versement RTT | 138 | 200 | 316 |
| Nombres de jours de RTT versé | 877,5 | 1290,5 | 2306,5 |
| Nombre total de jours déposés | 1705,5 | 2615 | 3133 |
| Nombre de demandes d'indemnisation | 108 | 50 | 53 |
| Nombres de jours indemnisés | 634 | 753 | 532,5 |
| Nombre de demandes versement régime RAFP | 19 | 7 | 10 |
| Nombre de jours RAFP | 141 | 77,5 | 114,5 |

1) Situation 2020 au 9 février 2021 (72% des demandes ont été examinées)

Mutuelles

Les organisations syndicales font remonter une hausse des tarifs des 3 mutuelles référencées.

La prise en charge à 50% par les employeurs de la Fonction Publique est en discussion. Il y aura déjà un palier à 25%.

L'Alliance du Trèfle restera attentive afin que cette prise en charge n'incite pas les mutuelles à augmenter leurs tarifs.

Vos représentants :

✓

Catherine ERNOULT-TOMASSO 01 73 30 31 18
catherine.tomasso@franceagrimer.fr

✓

Christine KLICH 01 73 30 21 18
christine.klich@franceagrimer.fr

**EXTRAIT DU BILAN SOCIAL**

Le bilan social se décompose en 8 thèmes :

1. **L'emploi, les effectifs et les flux**

| Effectif | | | |
|--|------------|------------|------------|
| | Femme | Homme | TOTAL |
| siège Montreuil | 381 | 204 | 585 |
| Services territoriaux | 180 | 164 | 344 |
| Délégation nationale de La Rochelle (17) | 5 | 3 | 8 |
| Délégation nationale de Libourne (33) | 22 | 17 | 39 |
| Délégation nationale de Volx (04) | 10 | 2 | 12 |
| TOTAL | 598 | 390 | 988 |

| effectif par statuts et catégories | | | |
|------------------------------------|------------|------------|------------|
| | Femme | Homme | TOTAL |
| CATEGORIE A | 212 | 189 | 401 |
| Statue Unifié | 17 | 28 | 45 |
| Fonctionnaires | 134 | 122 | 256 |
| Contractuels | 60 | 38 | 98 |
| fonctionnaire dét-S/contrat | 1 | 1 | 2 |
| CATEGORIE B | 365 | 193 | 558 |
| Statue Unifié | 45 | 15 | 60 |
| Fonctionnaires | 317 | 178 | 495 |
| Contractuels | 3 | | 3 |
| fonctionnaire dét-S/contrat | | | 0 |
| CATEGORIE C | 21 | 8 | 29 |
| Fonctionnaires | 19 | 8 | 27 |
| Contractuels | 2 | | 2 |
| TOTAL | 598 | 390 | 988 |



| Effectif par âge | | | | | | | |
|------------------|------------|----------------------|------------|------------|----------------------|------------|------------|
| | Femme | | | Homme | | | TOTAL |
| | siège | Service territoriaux | Total | siège | Service territoriaux | Total | |
| 20 - 29 ans | 27 | 4 | 31 | 12 | 3 | 15 | 46 |
| 30 - 34 ans | 27 | | 27 | 14 | 1 | 15 | 42 |
| 35 - 39 ans | 26 | 12 | 38 | 17 | 6 | 23 | 61 |
| 40 - 44 ans | 39 | 19 | 58 | 20 | 16 | 36 | 94 |
| 45 - 49 ans | 73 | 36 | 109 | 33 | 31 | 64 | 173 |
| 50 - 54 ans | 64 | 31 | 95 | 40 | 45 | 85 | 180 |
| 55 - 59 ans | 94 | 52 | 146 | 56 | 39 | 95 | 241 |
| 60 ans et plus | 68 | 26 | 94 | 34 | 23 | 57 | 151 |
| TOTAL | 418 | 180 | 598 | 226 | 164 | 390 | 988 |

| Effectifs par service territoriaux | | | |
|------------------------------------|------------|------------|------------|
| | Femme | Homme | TOTAL |
| Auvergne Rhône-Alpes | 14 | 18 | 32 |
| Bretagne | 14 | 8 | 22 |
| Bourgogne Franche-Comté | 6 | 11 | 17 |
| Centre - Vale de Loire | 4 | 5 | 9 |
| corse | 4 | 1 | 5 |
| Grand-est | 3 | 19 | 22 |
| Hauts-de-France | 2 | 10 | 12 |
| Île-de-France | 1 | 3 | 4 |
| Normandie | 4 | 4 | 8 |
| Nouvelle-Aquitaine | 37 | 31 | 68 |
| Occitanie | 52 | 34 | 86 |
| Pays de la Loire | 18 | 10 | 28 |
| Provence - alpes-Côtes-d'Azur | 21 | 10 | 31 |
| TOTAL | 180 | 164 | 344 |

2. La rémunération

Masse salariale : 107 885 902 € dont :

Charges de fonctionnement : 30 485 562 €

Charges du personnel : 77 400 340 € dont :

Traitements : 47 081 063 €

Charges patronales : 30 319 277 €

3. Les conditions de santé, d'hygiène et de sécurité au travail

La surveillance médicale concerne 4 grands secteurs : les visites médicales d'embauche, les visites systématiques, les visites de reprises, la surveillance renforcée et pour le siège, les visites à la demande du médecin ou de l'agent. Au siège il y a eu



528 visites et en services territoriaux 30 (certaines régions n'ont pas communiqué leur chiffre)

Accidents du travail : 14 accidents ont causé 169 jours d'arrêt

Accident du trajet : 19 accidents ont causé 93 jours d'arrêt

4. L'organisation du temps de travail

| Effectif par modalité du temps de travail | | | |
|---|------------|------------|------------|
| | Femme | Homme | TOTAL |
| Modalité A : 7h30 | 292 | 154 | 446 |
| Modalité B : 7h00 | 5 | 2 | 7 |
| Modalité C : 7h42 | 2 | | 2 |
| Modalité D : 7h42 | 260 | 136 | 396 |
| Modalité forfait | 36 | 89 | 125 |
| TOTAL | 595 | 381 | 976 |

| effectifs par taux d'activité et par genre | | | |
|--|------------|------------|------------|
| Taux d'activité | Femme | Homme | TOTAL |
| 40% | 1 | | 1 |
| 50% | 11 | 4 | 15 |
| 60% | 3 | | 3 |
| 70% | 2 | 2 | 4 |
| 80% | 122 | 28 | 150 |
| 85% | | | |
| 90% | 21 | 6 | 27 |
| 100% | 438 | 350 | 788 |
| TOTAL | 598 | 390 | 988 |

| Effectif par taux d'activité et par catégorie | | | | |
|---|------------|------------|-----------|------------|
| Taux d'activité | A | B | C | TOTAL |
| 40% | | 1 | | 1 |
| 50% | 4 | 9 | 2 | 15 |
| 60% | 1 | 2 | | 3 |
| 70% | 2 | 2 | | 4 |
| 80% | 39 | 109 | 2 | 150 |
| 85% | | | | 0 |
| 90% | 7 | 20 | | 27 |
| 100% | 348 | 415 | 25 | 788 |
| TOTAL | 401 | 558 | 29 | 988 |

5. Les formations

Actions transverses prioritaires : 419 stages réalisés

Accompagnement des agents : 179 stages réalisés

Formation métiers : 981 stages réalisés

Autres : 367 stages réalisés

6. Les relations professionnelles

Le dialogue social est émaillé de réunions, groupe de travail et commissions permettant aux organisations syndicales de vous représenter.



Réunions, commissions et groupe de travail (GT)

| Réunions | Nombre | vos représentants Alliance du Trèfle |
|-------------------------|--------|--|
| CTE | 5 | Catherine ERNOULT TOMASSO Christine KLICH |
| Point fixe | 4 | Catherine ERNOULT TOMASSO Christine KLICH |
| CHSCT FAM | 3 | Christine KLICH Marie-Anne DESTEFANIS |
| CHSCT ARBORIAL | 1 | Christine KLICH Florent PATEREAU Philippe MARCEL |
| CT statuts unifiés | 1 | Philippe MARCEL |
| CCP statuts unifiés | 1 | Philippe MARCEL |
| CCP contractuels | 1 | |
| Commission formation | 1 | Christine KLICH |
| Commission handicap | 1 | Christine KLICH Marie-Anne DESTEFANIS |
| Commission restauration | 1 | Christine KLICH Hassan AATAR |
| GT Statut unifié | 3 | Philippe MARCEL |
| GT Droits syndicaux | 2 | Catherine ERNOULT TOMASSO Christine KLICH |

| Réunions | Nombre | vos représentants Alliance du Trèfle |
|--|--------|--|
| GT Télétravail | 1 | Catherine ERNOULT TOMASSO Christine KLICH |
| GT Primes | 3 | Catherine ERNOULT TOMASSO Christine KLICH |
| GT Régions | 1 | Christine KLICH |
| GT Règlement interieur des instances | 4 | Catherine ERNOULT TOMASSO Christine KLICH |
| GT Temps de travail | 1 | Catherine ERNOULT TOMASSO Christine KLICH |
| GT contractuel | 1 | Catherine ERNOULT TOMASSO Christine KLICH |
| GT suivi bien-être au travail | 2 | Catherine ERNOULT TOMASSO Christine KLICH |
| GT mutuelles et présentation du bilan | 1 | Catherine ERNOULT TOMASSO Christine KLICH |
| Réunion de préparation des CCP A et B du SU | 1 | Philippe MARCEL |
| Propositions de promotions | 1 | Catherine ERNOULT TOMASSO Christine KLICH |
| Présentation de la loi de transformation de la FP | 1 | Catherine ERNOULT TOMASSO Christine KLICH |

7. L'action sociale

Elle regroupe 3 axes

- L'assistante sociale

125 agents ont sollicité le service social dont :

- Catégorie A : 33%
- Catégorie B : 58%
- Catégorie C : 9%

Les problématiques rencontrés sont :

- Info/droits : 8%
- Démarches administratives : 8%
- Retraite : 10%
- Mode garde d'enfant : 13%
- Famille : 14%
- Logement : 16%
- Travail : 25%
- Budget : 31%



- La crèche

FranceAgriMer réserve 7 places à la crèche Gazouillis pour les enfants des agents affectés sur le site de l'Arborial

| Attribution des places | | |
|------------------------|--------------|------------|
| | janv./juill. | sept./déc. |
| Bébé (moins d'un an) | 3 | 3 |
| Bambin (1 an à 2 ans) | 2 | 3 |
| Grand (plus de 2 ans) | 3 | 2 |
| TOTAL | 8 | 8 |

- Le CAS HORIZON

Le comité d'action sociale (CAS) gère deux types d'aides :

- Les aides dites « fonction publique » qui sont obligatoires et accessibles à tous les agents des trois établissements (FAM, INAO, ODEADOM) sans condition d'adhésion. Le montant des aides versées en 2019 est de 84 097 €.
- Les aides correspondant à une subvention de 0,78 % de la masse salariale réelle de l'année précédente. A FranceAgriMer, elles se sont élevées à 355 952,85 €. L'adhésion est requise pour bénéficier des prestations. En 2019 il y avait 998 adhérents à FranceAgriMer. Le montant des aides versées en 2019 aux agents adhérents de FranceAgriMer s'élève à 318 119 €.

Vous pouvez consulter l'ensemble des données concernant l'action sociale dans le rapport d'activité 2019 du CAS HORIZON : intranet / action sociale / informations statutaires / assemblée générale.

8. Les conditions de vie au travail

a) Le handicap

| Effectifs des agents en situation de handicap | | | | | | | |
|---|-----------|-----------|-----------|--|-----------|-----------|-----------|
| | Femme | Homme | TOTAL | Catégories | Femme | Homme | TOTAL |
| Agents handicapés RQTH ¹ | 24 | 11 | 35 | Catégorie A | 9 | 7 | 16 |
| Agents accidentés du travail | 4 | 3 | 7 | Catégorie B | 20 | 9 | 29 |
| Agents en incapacité 2/3 | 5 | 1 | 6 | Catégorie C | 4 | 2 | 6 |
| Agents anciens militaires | | 3 | 3 | TOTAL | 33 | 18 | 51 |
| TOTAL | 33 | 18 | 51 | Données d'octobre 2019. Les grèves de la fin d'année ont placé beaucoup d'agent en travail à distance. | | | |

1-RQTH : Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé

Le taux d'emploi à FAM est de 5,41%. Le seuil légal est de 6%. Tant que ce seuil n'est pas atteint FAM verse une contribution au FIPHFP².

L'Alliance du Trèfle est représentée par Christine KLICH et Marie-Anne DESTEFANIS à la commission Handicap.

²FIPHFP : Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique.



b) Le télétravail

| Catégories | Femme | Homme | TOTAL |
|-------------|-------|-------|-------|
| Catégorie A | 40 | 17 | 57 |
| Catégorie B | 104 | 28 | 132 |
| Catégorie C | 4 | 1 | 5 |
| TOTAL | 148 | 46 | 194 |

Données d'octobre 2019. Les grèves de la fin d'année ont placé beaucoup d'agents en travail à distance.

L'Alliance du Trèfle est représentée par Catherine ERNOULT-TOMASSO et Christine KLICH au groupe de travail « télétravail »

c) La restauration collective

Un compte -rendu de la dernière commission « restauration » du 2 décembre 2020 vous a été communiqué. Il est toujours disponible sur l'intranet, espace syndicat CFTC

L'Alliance du Trèfle est représentée par Christine KLICH et Hassan AATAR à la commission « restauration »

d) La politique de développement durable

Un plan d'administration exemplaire pour la période 2015-2020 a été élaboré suite à la demande du Ministère. Ce plan comporte 5 axes :

- Economies d'énergie
- Mobilité durable
- Economie de ressources et réduction des déchets
- Préservation de la biodiversité
- Responsabilité sociale et environnementale (RSE)

sur le portail Arborial, rubrique services communs / recyclage.